



La religion est une opinion moins que les autres

Défendre le droit d'être athée

vendredi 14 décembre 2012, par [Michel Thion](#)

Puisqu'on nous oblige à en parler, parlons-en. L'emprise de plusieurs religions sur le débat public augmente subrepticement au fil des années. Le bénitier est plein à ras bord. L'article de Cavanna dans « *Le Monde* » fait débat. Tant mieux. Débattons. Mais de quoi ?

La différence entre les croyants et les athées réside dans le simple fait que les athées ne cherchent pas à imposer leur athéisme aux autres. Ils ne sont pas organisés pour ça, et, pour tout dire, ils s'en foutent. Pourtant, il semble bien que le moment soit venu de défendre le droit d'être athée.

Reprenons au début.

L'univers comprendrait cent milliards de galaxies, chacune d'entre elles avec ses cent milliards d'étoiles (à quelques-unes près, ne chipotons pas...). La Terre, dans tout cela, est une chiure de mouche à l'extrémité d'une galaxie mineure, et, à sa surface, s'agitent de rares et improbables moisissures, dont nous autres humains formons une infime minorité, cet ensemble se trouvant à la merci du premier frisson cosmique venu.

Tout cela aurait été créé par un Dieu tout puissant dans l'unique dessein de faire émerger à la vie certaines des dites moisissures, (nous-mêmes, mes frères humains, vous l'aurez compris). Cet univers incommensurable serait à notre service exclusif, et aurait été créé pour nous assurer la vie éternelle après une vie terrestre de merde, si nous supportons le cœur léger la dite vie de merde et si nous adorons le dit Dieu tout puissant.

Soit.

J'ai toutefois quelque difficulté à croire que le créateur de cet univers surveillerait d'un regard sourcilieux ce qu'il y a dans mon assiette, s'intéresserait à ce que les femmes aient les cheveux couverts d'un foulard, ou bien prenne le temps de damner pour l'éternité ceux qui baisent dans une position ou avec un partenaire non autorisés. Cela me paraît bien présomptueux...

En définitive, qu'une telle (in)créature éprouve le curieux besoin d'être « adorée » par d'insignifiantes formes de vie qui rampent fébrilement sur un gravillon périphérique est un peu délicat à concevoir.

Le problème est que tout cela n'est guère discutable, puisque appuyé sur des textes « sacrés », des « révélations divines » qui, par leur nature même, ne sont pas ouvertes à la discussion, puisque c'est Dieu qui a parlé.

Autre problème : les dits textes « sacrés » sont légion. Ils ont beaucoup varié au fil des siècles, ils s'opposent entre eux, chacun promettant les foudres de l'enfer dans l'autre monde et, contradictoirement, la lapidation dans celui-ci, à ceux qui n'y croiraient pas ou qui croiraient autrement. Contradictoirement, puisque, si Dieu se charge de la punition, ça doit être autre chose que la pauvre punition humaine et contingente....

On est toujours l'hérétique, l'incroyant, bref, le damné de quelqu'un.

Que peut bien signifier, dans ces conditions, la demande de « respect » violemment énoncée par des organisations religieuses qui promettent, au mieux les flammes de l'enfer, au pire un lynchage crapuleux, à ceux qui n'y croient pas ? Où est leur « respect » ?

La question est donc posée de savoir si le fait qu'en république, chacun ait le droit de croire à ce qu'il veut et de rendre un culte aux diverses divinités de son choix et à leurs avatars, cela implique que la religion doit être, en tant que telle, un élément de la vie publique, du débat politique ? Par voie de conséquence, on est fondé à se demander si la vie publique doit s'organiser autour des prescriptions des différentes religions ?

Le débat politique s'articule d'abord autour de faits concrets, mesurable en termes de principes et d'objectifs énonçables concrètement.

En résumé, le but de l'organisation sociale humaine serait d'assurer à chacun la meilleure vie possible, et donc d'assurer une répartition la moins inéquitable possible des richesses produites, l'accès de chacun à un certain nombre de bienfaits collectivement produits, dans la sécurité qu'elle est capable d'assumer. Ces débats se déroulent autour de faits concrets, et doivent déterminer l'organisation sociale. Ils en sont la raison d'être.

Introduire dans ce débat public des notions totalement subjectives, fantasmées, aussi vagues que des « commandements divins », des révélations, des visions, des récits mythologiques, des fabulations délirantes, bref, toutes sortes d'élucubrations mystiques, est bien ici totalement hors de propos.

Une religion est une croyance pour laquelle notre vie réelle n'est qu'un long examen de passage vers une vie future, qui récompensera ou punira éternellement notre comportement actuel. Si chacun, encore une fois, est absolument libre de croire cela pour ce qui le concerne, on voit bien que cette problématique est totalement étrangère au débat politique qui ne concerne et ne peut concerner que le seul monde réel où nous vivons aujourd'hui.

Une croyance religieuse n'est pas une opinion, puisqu'elle n'est pas sujette à débat, qu'elle est une abdication partielle mais volontaire de la raison, une soumission plus ou moins assumée aux prescriptions d'un clergé, et surtout un classement implacable du genre humain entre croyants et incroyants, ou pire, croyant mal.

Dans l'histoire, à chaque fois qu'une religion a pu s'allier au pouvoir politique, ou qu'un pouvoir politique a eu besoin d'une religion pour établir son autorité, cette alliance a permis à la fois un régime autoritaire et une croyance obligatoire. Mais peut-on s'obliger à croire ?

Bien sûr et heureusement, il existe aujourd'hui un grand nombre de croyants modérés, probablement une large majorité d'entre eux, au moins en France, qui considèrent que cela ne regarde qu'eux, qui sont de sincères démocrates, qui ne cherchent pas à imposer leurs convictions ou leurs pratiques à l'espace public, et à qui il serait profondément injuste de faire porter l'histoire sanglante des hiérarchies religieuses du passé ou du présent. On aimerait juste les entendre un peu plus en ce moment...

En république, tout est discutable à tout instant. Contrairement à ce que pensent des oppresseurs intéressés, il n'y a pas de « sacré » en république. C'est juste un outil pour faire taire les opposants. Les opinions politiques que j'ai adoptées après réflexion et débat tout au long de ma vie sont quotidiennement moquées et insultées dans la presse, mais aussi parfois débattues, avec des arguments posés, auxquels je peux éventuellement répondre. Tout cela est bien la moindre des choses et il n'y a pas de quoi s'offusquer.

Sous quel prétexte de « sacré », les croyances, qui par surcroît ne sont fondées sur rien de concret et ne concernent pas le monde réel, devraient-elles être exemptes de critiques ou de moqueries ?

Le « sacré » peut et doit être interrogé, à proportion du degré auquel il veut s'introduire dans le débat public.

Qu'on se souvienne, lors de l'incendie du cinéma Saint-Michel qui projetait « la dernière tentation du Christ », par des skinheads en jupon, intégristes catholiques, que la compassion de Mgr Lustiger pour les victimes s'exprimait en ces termes délicats : « *Quand on touche au sacré, on déchaîne le diable (sic !)* », autrement dit en bon français, « bien fait pour leurs gueules ! ».

Il ne suffit pas qu'un individu déclare telle ou telle « croyance » sacrée, pour que nul ne puisse plus porter sur celle-ci un regard ou une plume critique, sinon, cela signifie la mort programmée de tout débat public, la fin de la société humaine.

Le retour du délit de blasphème établi par les tribunaux français, la polémique imbécile lancée par des croyants autour de quelques dessins de presse, le dérapage consternant d'institutions qui assimilent ainsi bêtement race et religion, sont des signes extraordinairement inquiétants de régression intellectuelle et d'abêtissement social et politique.

Les manifestations contre des pièces de théâtre par des zozos intégristes qui ne les ont pas vues montre bien à quel point ils ne parlent pas du monde réel, pourtant le seul qui vaille. Ils font de leurs fantasmes une compétence, aurait peut-être dit Barthes (Barthèse pour les mal-comprenants qui nous gouvernent). Imaginons qu'une « révélation » m'impose une religion qui prescrive de fumer des petits cigares toscans bien puants au cinéma, par exemple. Cela me donnerait-il le droit de demander aux pouvoirs publics de financer des salles adéquates pour pratiquer ma croyance ?

Il existe une religion, les « Témoins de Jéhovah », qui interdit les transfusions sanguines. Les médecins confrontés à une urgence vitale, à ma connaissance, transfusent d'abord et discutent ensuite. Va-t-on le leur reprocher ?

Un certain Vladimir Illich disait il y a 90 ans : « *Qui veut le pape paye le pape* », ça semble normal, la religion n'est pas un service public.

Le dernier avatar de l'invasion religieuse dans l'espace public est le « laïcisme ». Ceux qui pensent que les religions n'ont rien à faire dans l'espace ou le débat public, ni ne doivent recevoir l'argent public, sont des « laïcards ». Ainsi tamponnés d'un vocable au sens vague, mais forcément infamant, les républicains seraient réduits au silence.

Pour ces envahisseurs et pour leurs amis qui nous dirigent, le prêtre vaut mieux que l'instituteur, nos « racines chrétiennes » valent mieux que la culture, le savoir et l'ouverture au monde, et, on le voit, les croyances les plus rigolotes, mieux que les délibérations démocratiques.

Ce serait, ce sont, quelques-uns des nombreux exemples de l'émergence du nouveau moyen-âge que nous vivons aujourd'hui, où le « Marché » est devenu le dernier Dieu inventé, les banquiers ses apôtres, et la Commission Européenne son synode. Et, là encore, nous sommes instamment enjointes de croire, de ne pas rire quand on nous dit qu'on va réguler le marché (mais peut-on réguler Dieu ?), de confesser nos fautes et de consommer à crédit.

Ainsi, mes frères humains, je vous le dis, en matière de religion, comme de finance, d'Europe, et de politique en général, je suis et me revendique laïc, laïciste, laïcard ... et pas prêt à croire tout ce que des vautours, ou des corbeaux, intéressés, voudraient me faire avaler.

Michel Thion

P.S. Pour ceux qui trouveraient que j'exagère en parlant de nouveau moyen-âge, qu'ils lisent « *vivre et penser comme des porcs* » de Gilles Châtelet ou bien « *punir les pauvres* » de Loïc Wacquant, pour ne citer que ces deux ouvrages essentiels. Pour ce qui est du voile, je ne peux que conseiller « *Bas les voiles* » de Chahdortt Djavann, chronique d'une porteuse forcée du voile. Ça fait réfléchir. Enfin, pour finir sur une note optimiste, pour ce qui est du « vivre ensemble », voyez sans attendre le superbe film de Nadine Labaki : « *Et maintenant, on va où ?* ». Il y a de l'espoir là-dedans, même pour les croyants...

Deux liens pour poursuivre : <http://www.youtube.com/watch?v=MeSSwKffj9o> et

<http://brouillonsdeculture.wordpress.com/2011/08/07/a-tous-les-homophobes-citant-la-bible/>